



Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Distr. générale
11 février 2016
Français
Original : anglais

Conseil du commerce et du développement

Commission du commerce et du développement

Réunion d'experts pluriannuelle sur les produits
de base et le développement

Huitième session

Genève, 21 et 22 avril 2016

Point 3 de l'ordre du jour provisoire

Le point sur les marchés de produits de base : évolution récente, problèmes nouveaux et mesures de politique générale propres à favoriser une croissance équitable et un développement durable fondés sur les produits de base

Note du secrétariat de la CNUCED

Résumé

Dans la présente note d'information, le secrétariat de la CNUCED examine l'évolution récente des principaux marchés de produits de base et analyse les facteurs ayant contribué aux fluctuations des prix de ces produits en 2015. Dans l'ensemble, les prix des produits de base, exception faite de certains produits tels que le thé, le cacao et le coton, ont poursuivi la baisse amorcée en 2011. Cette tendance mondiale met gravement en péril les recettes d'exportation, l'emploi et les prestations de services publics dans les pays en développement tributaires des produits de base. De plus, si les prix des combustibles fossiles restent bas, le déploiement des énergies renouvelables risque de perdre de son intérêt, ce qui compromettra les efforts déployés à l'échelle mondiale pour instaurer un développement plus respectueux de l'environnement. Si des mesures pragmatiques (par exemple, une diversification de l'activité) étaient correctement mises en œuvre, il serait possible de remédier aux répercussions négatives de la baisse des prix des produits de base sur l'économie mondiale et, plus particulièrement, sur l'économie des pays en développement tributaires de ces produits. C'est là un enjeu essentiel pour la viabilité de l'économie mondiale, surtout avec l'adoption récente des objectifs de développement durable, qui visent à « ne laisser personne de côté ». En conséquence, la note aborde certaines questions de politique générale liées à l'évolution récente des marchés mondiaux de produits de base et présente des recommandations susceptibles d'aider les pays en développement tributaires de ces produits à parvenir à un développement durable et une croissance équitable.

GE.16-01960 (F) 070316 100316



* 1 6 0 1 9 6 0 *

Merci de recycler



Introduction

1. En vertu de l'Accord d'Accra (par. 208), le Conseil du commerce et du développement de la CNUCED est tenu d'instituer une réunion d'experts pluriannuelle sur les produits de base et le développement. Ce mandat a été confirmé dans le Mandat de Doha (par. 17), qui l'a prolongé pour la période allant de 2013 à 2016. La présente réunion d'experts est la dernière du cycle, dans l'attente du renouvellement du mandat à la quatorzième session de la Conférence, qui se tiendra bientôt.

2. Dans la présente note d'information, le secrétariat de la CNUCED analyse l'évolution des marchés de produits de base pendant l'année 2015, en mettant l'accent sur les prix et les causes à l'origine de leurs fluctuations. Il souligne aussi certaines questions de politique générale liées à l'évolution récente des marchés et tire des enseignements sous la forme de recommandations susceptibles d'aider les pays en développement tributaires des produits de base à obtenir un développement durable et une croissance équitable. Aux fins du présent document, les produits de base sont divisés en trois catégories : les produits alimentaires et agricoles¹; les minéraux, les minerais et les métaux; et les sources d'énergie².

I. Évolution récente des marchés de produits de base

A. Aperçu général

3. D'une manière générale, les prix des produits de base n'ont pas cessé de dégringoler pendant la plus grande partie de l'année 2015, principalement en raison des facteurs suivants : une offre excédentaire; un ralentissement de la demande, en particulier de minéraux et de métaux, en Chine et dans d'autres pays émergents³; une reprise économique timide dans les pays avancés (par exemple, au Japon et dans l'Union européenne); et un dollar fort. L'indice des prix nominaux des produits de base non pétroliers de la CNUCED⁴ était en moyenne de 194 points en octobre 2015, contre près de 219 points en janvier 2015, soit une baisse de 25 points en seulement dix mois. Depuis le pic observé en février 2011, on assiste à une baisse généralisée des prix des produits de base non pétroliers. Les indices des prix des produits alimentaires, des matières premières agricoles, et des minéraux, des minerais et des métaux, qui composent l'indice de la CNUCED, ont suivi la même tendance depuis 2011 (fig. 1).

4. Pendant l'année 2015, les prix de la plupart des produits de base ont baissé. Par exemple, le prix du blé (blé de force rouge d'hiver n° 2), qui était de 261 dollars en janvier, est tombé à 218 dollars en octobre. Une tendance analogue était observable dans le cas du

¹ Dénrées alimentaires, boissons tropicales, oléagineux et huiles d'origine végétale, et matières premières agricoles.

² Pétrole, gaz, charbon et énergies renouvelables.

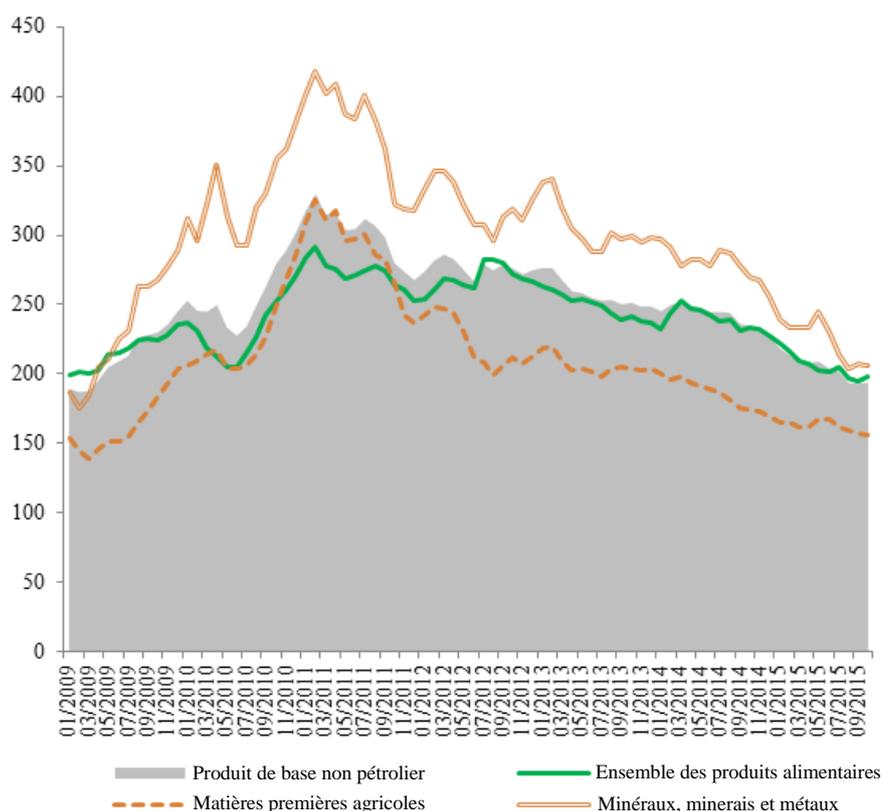
³ Par exemple, les importations chinoises de marchandises ont baissé de 2,2 % au deuxième trimestre de 2015 (en glissement annuel), en partie à cause du moindre volume des importations de métaux, notamment de fer et d'acier (-10 %) et de cuivre (-6 %). Voir Organisation mondiale du commerce, 2015, Le recul de la demande d'importations et la baisse des prix des produits de base assombrissent les perspectives de croissance du commerce, 30 septembre, disponible à l'adresse : www.wto.org/french/news_f/pres15_f/pr752_f.htm, consulté le 18 janvier 2016.

⁴ Indice portant sur les sous-groupes suivants de produits de base : les produits alimentaires (dénrées alimentaires, boissons tropicales, oléagineux et huiles d'origine végétale); les matières premières agricoles; et les minéraux, les minerais et les métaux.

maïs et du riz. Les prix de boissons comme le café robusta ont évolué de la même manière. Les prix des matières premières, notamment des bois tropicaux, ont aussi baissé. En revanche, le prix du coton s'est légèrement redressé pendant la période de janvier à octobre, tandis que les prix du cacao et du thé sont restés élevés au cours de la même période, par rapport à leurs niveaux de l'année précédente.

Figure 1
Indice des prix des produits de base non pétroliers de la CNUCED et ses principales composantes, janvier 2009-octobre 2015

(2000 = 100)



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après des données UNCTADStat.

5. L'indice global des prix alimentaires de la CNUCED a été également ramené de 222 points à 198 points entre janvier et octobre 2015. Le niveau élevé de l'offre et des stocks accumulés au fil des années ont fait baisser les prix des différents produits alimentaires et agricoles. Le phénomène El Niño pourrait toutefois les faire remonter en 2016, en causant des variations météorologiques brutales, qui nuiront à la production agricole mondiale. Cependant, à court terme, le scénario le plus probable est que les prix des produits alimentaires et agricoles continuent de baisser ou qu'ils se stabilisent du fait des niveaux élevés des stocks. Il conviendra quand même de surveiller attentivement les ratios stocks/consommation, compte tenu des effets négatifs prévus d'El Niño sur de nombreux produits agricoles⁵.

⁵ Par exemple, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture estime le ratio mondial stocks/consommation des céréales à 25,3 % pour 2014/2015, contre 23,6 % pour 2013/2014

6. Sur les marchés des minéraux, des minerais et des métaux, la tendance baissière des prix s'est poursuivie en 2015. Elle s'expliquait par un certain nombre de facteurs tels que le ralentissement de la croissance en Chine et dans des pays émergents; la précarité de la reprise économique dans les pays développés (par exemple, au Japon et dans l'Union européenne); le renforcement des capacités productives grâce aux investissements de grande ampleur réalisés au cours des dix années précédentes, pendant l'envolée des prix des produits de base; la force du dollar et le faible coût des activités extractives, en partie lié à des prix énergétiques peu élevés.

7. Sur les marchés de combustibles fossiles (pétrole brut, charbon et gaz naturel), les prix sont restés bas en 2015, en raison d'une offre excédentaire, qui a permis de constituer des stocks importants alors que la croissance de la demande s'affaiblissait. Les énergies renouvelables ont continué de gagner du terrain, mais elles sont toujours peu représentées dans le bouquet énergétique mondial. De plus, si les prix des combustibles fossiles restent bas, le déploiement des énergies renouvelables pourrait être remis en cause pour des raisons de compétitivité. Cette problématique demeure, alors même que les dirigeants mondiaux ont conclu un accord ambitieux en faveur d'une croissance écologiquement durable lors de la vingt et unième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui s'est tenue à Paris du 30 novembre au 11 décembre 2015. Or, comme il est indiqué en conclusion de la présente note, parvenir à une croissance plus respectueuse de l'environnement supposerait sans nul doute de soutenir le secteur des énergies renouvelables.

B. Évolution des principaux secteurs de produits de base

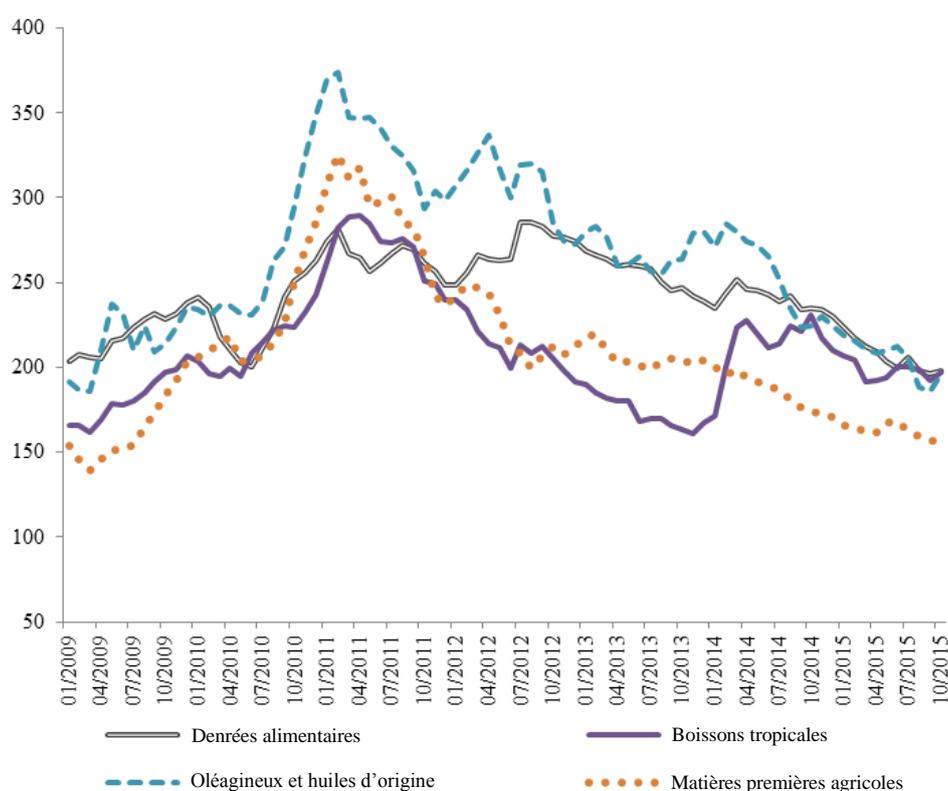
1. Denrées alimentaires et produits agricoles

8. Sur les marchés des denrées agricoles, les prix ont généralement baissé pendant l'année 2015, en raison de bonnes récoltes (fig. 2). Sur les marchés céréaliers, le prix de la tonne de riz thaïlandais (riz blanchi et 5 % de brisure) est passé de 410 dollars en janvier à 360 dollars en octobre, soit environ la moitié du prix plafond de 615 dollars atteint en septembre 2011. Selon le Conseil international des céréales, malgré la propagation du phénomène El Niño, la production de riz a encore profité de conditions de culture favorables. En conséquence, les exportations des principaux pays producteurs tels que l'Inde, le Pakistan, la Thaïlande et le Viet Nam ont été stables. La mise sur le marché par le Gouvernement thaïlandais de stocks de riz a également contribué à orienter les prix à la baisse. L'Afrique et l'Asie sont les principales régions consommatrices de riz. On estime que l'Afrique en a importé 14,6 millions de tonnes et l'Asie, environ 20,7 millions de tonnes, en 2015⁶. Les pays asiatiques sont à la fois de grands fournisseurs et de grands consommateurs de riz, tandis que les pays africains sont surtout des importateurs. En Afrique, les principaux pays importateurs de riz sont la Côte d'Ivoire et le Nigéria. En Asie, les pays fournisseurs sont la Chine, l'Inde, la Thaïlande et le Viet Nam; les principaux pays importateurs sont l'Indonésie et les Philippines.

et 21,8 % pour 2012/2013. Voir <http://www.fao.org/worldfoodsituation/csdb/fr/>, consulté le 11 janvier 2016.

⁶ Conseil international des céréales, 2014, Five-year global supply and demand projections, disponible à l'adresse : http://www.igc.int/en/downloads/grainsupdate/igc_5yrprojections2014.pdf, consulté le 20 janvier 2016.

Figure 2
Indices des prix de certains groupes de produits agricoles, janvier 2009-octobre 2015
 (2000 = 100)



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après des données UNCTADStat.

9. Le prix du blé (blé de force rouge d'hiver n° 2) a baissé de 16 % (voir par. 4), en raison de la hausse de la production mondiale, principalement emmenée par la Chine, l'Union européenne, la Fédération de Russie et l'Ukraine. Dans l'Union européenne, la production est passée de 143,1 millions de tonnes en 2013/2014 à 154,1 millions de tonnes en 2014/2015. Dans la Fédération de Russie, elle est passée de 52,1 millions de tonnes à 59,7 millions de tonnes⁷. Durant la même période, la production est passée de 22,3 millions de tonnes à 24,1 millions de tonnes en Ukraine, et de 121,9 millions de tonnes à 126,2 millions de tonnes en Chine⁸.

10. Le prix du sucre a aussi été orienté à la baisse. Le prix franco à bord du sucre stocké dans les ports caribéens a chuté de 15,34 cents la livre en janvier 2015 à 11,50 cents la livre en août 2015, la production étant restée supérieure à la consommation pendant les quatre à cinq années précédentes. Sur le marché du sucre, les prévisions de prix seront déterminées par El Niño, dont les conséquences météorologiques devraient être néfastes aux plantations de canne à sucre dans des pays comme le Brésil et la Thaïlande, et entraîner une hausse des prix. Par exemple, en octobre 2015, le prix du sucre a bondi à près de 14 cents la livre.

11. Les prix des boissons tropicales n'ont pas tous évolué de la même façon en 2015. Les prix du café sont restés relativement élevés en 2014, principalement en raison d'une sécheresse au Brésil. Mais ils ont ensuite baissé, du fait de meilleures conditions

⁷ Ibid.

⁸ Ibid.

météorologiques, de la vigueur des exportations, favorisée par l'affaiblissement des monnaies de grands pays producteurs (le real brésilien et le peso colombien), et d'une légère croissance de la demande globale. En octobre 2015, l'indice composite des prix établi par l'Organisation internationale du café était en moyenne de 118 cents la livre, c'est-à-dire inférieure de 32 cents au pic de 173 cents observé en octobre 2014. Sur les marchés du thé, le prix du thé de Mombasa était en moyenne de 339 cents le kilogramme de janvier à octobre 2015, soit près de 45 % plus élevé qu'à la même période en 2014. Cette hausse s'expliquait dans une large mesure par une baisse de la production au Kenya, premier exportateur mondial de thé noir, pour cause de sécheresse.

12. Malgré des variations à court terme, les prix du cacao ont été orientés à la hausse, passant de 132,5 cents la livre en janvier à 145 cents la livre en octobre. Cette augmentation découlait principalement de ruptures d'approvisionnement au Ghana, à la suite de récoltes décevantes, en partie dues à des problèmes d'utilisation de pesticides et de fongicides. La Côte d'Ivoire a produit environ 1,79 million de tonnes de fèves de cacao en 2014/2015, contre 1,75 million de tonnes en 2013/2014. La production ghanéenne était estimée à 740 000 tonnes en 2014/2015, contre 897 000 tonnes en 2013/2014⁹.

13. Sur les marchés des oléagineux et des huiles d'origine végétale, les tendances ont été à la baisse, en raison de bonnes conditions du côté de l'offre dans de grands pays producteurs (Brésil, États-Unis d'Amérique, Indonésie et Malaisie). Dans des pays comme les États-Unis et le Brésil, la production de biocombustibles, à laquelle une large part de la production est ordinairement consacrée, est devenue moins rentable avec la baisse du prix du pétrole brut. L'indice des prix des oléagineux et des huiles d'origine végétale de la CNUCED a chuté à 196 points en octobre 2015, après avoir culminé à 374 points en février 2011.

14. En ce qui concerne les matières premières agricoles, les prix des bois tropicaux, en particulier, du sapele du Cameroun, ont été orientés à la baisse. Ils sont tombés de 407,61 dollars par mètre cube en janvier 2015 à 393,30 dollars par mètre cube en octobre 2015. Selon le numéro de janvier 2015 du Tropical Timber Market Report, l'épuisement progressif des stocks du port de Douala annonçait une augmentation de l'offre, ce qui expliquait la baisse des prix. Les mesures prises par le Gouvernement indonésien pour lutter contre le commerce illégal de bois ainsi que le programme camerounais d'interdiction des exportations de grumes en janvier 2016 devraient réorienter les prix à la hausse. Un renversement de tendance pourrait donc être observé sur le marché du bois.

15. Le prix de la tonne de caoutchouc (TSR 20) est passé de 1 697 dollars en janvier 2015 à 1 473 dollars en octobre 2015, soit une baisse de 13 %. Les observateurs associent cette tendance à la crise économique dans l'Union européenne, qui a réduit le pouvoir d'achat des ménages, limitant leur capacité de faire de grandes dépenses, par exemple, d'acheter une voiture. Malgré la reprise de l'activité économique dans certains pays européens (Belgique, Espagne, Hongrie, Italie, Pologne et Roumanie, par exemple), la demande est faible et, en dépit d'un ralentissement de production dû à de mauvaises conditions météorologiques en Malaisie, l'un des principaux pays producteurs de caoutchouc, le prix a baissé¹⁰. En Asie, notamment en Chine, l'un des principaux pays consommateurs, la consommation a aussi reculé. Seul le marché japonais du caoutchouc a montré quelques signes de reprise¹¹.

⁹ Organisation internationale du cacao, 2015, *Quarterly Bulletin of Cocoa Statistics*, Cocoa Year 2014/2015, Vol. XLI, n° 4.

¹⁰ The Economist Intelligence Unit, avril 2015.

¹¹ The Economist Intelligence Unit, juillet 2015.

16. Le coton est l'un des rares produits de base dont le prix a augmenté en 2015, même s'il est resté bas par rapport à son niveau des années antérieures et, plus particulièrement, de son pic à 229,67 cents la livre en mars 2011. L'indice Cotlook A est passé de 67,35 cents la livre en janvier 2015 à 69,03 cents la livre en octobre 2015. Cette hausse est surprenante, car la Chine s'est mise à écouler une partie de ses stocks, constitués au fil des années. Des observateurs ont craint que, en inondant le marché du coton avec ses stocks, la Chine ne provoque une chute des prix; or, ce n'est pas arrivé jusqu'à présent. Une explication possible serait que, concomitamment à l'accroissement de l'offre chinoise, la demande a augmenté, à un rythme plus rapide, dans de grands pays consommateurs, comme la Chine elle-même (à la fois fournisseur et grand consommateur), l'Inde et le Pakistan.

2. Minéraux, minerais et métaux

17. Les prix des minéraux, des minerais et des métaux sont sensibles à différents facteurs : l'offre mondiale, qui dépend principalement des capacités de production et des coûts miniers; la demande mondiale, tirée par les activités industrielles dans les pays développés et les pays émergents; et les tensions géopolitiques. Plus précisément, l'évolution de la situation macroéconomique en Chine, qui représente près de la moitié de la consommation mondiale de métaux, a eu des répercussions notables sur le marché des minéraux, des minerais et des métaux. En outre, la politique monétaire des États-Unis influe généralement sur les prix de la plupart des minéraux, des minerais et des métaux, qui sont libellés en dollars.

18. L'indice des prix des minéraux, des minerais et des métaux de la CNUCED¹² a culminé à près de 418 points en février 2011, mais a globalement baissé pendant les mois qui ont suivi, avec des variations à court terme. En octobre 2015, l'indice des prix a été en moyenne de 206 points, soit la moitié de sa valeur record de février 2011 (fig. 3). La baisse constante des prix des minéraux, des minerais et des métaux peut être attribuée à un certain nombre de facteurs :

- a) Le ralentissement de la croissance en Chine et dans des pays émergents¹³;
- b) La timide reprise de l'activité économique dans les pays développés (Union européenne et Japon, par exemple);
- c) Le renforcement des capacités productives grâce aux investissements de grande ampleur réalisés au cours des dix années précédentes, pendant l'envolée des prix des produits de base;
- d) La force croissante du dollar des États-Unis;
- e) Le faible coût des activités extractives, en partie lié à des prix énergétiques peu élevés.

19. De plus, la transformation structurelle de l'économie chinoise, c'est-à-dire le passage d'une croissance tirée par les investissements à une économie axée sur la consommation, conjuguée à la volonté de parvenir à un modèle économique moins polluant, ont orienté à la baisse les prix de produits comme les minerais de fer et l'acier. En revanche, le rééquilibrage économique de la Chine n'a jusqu'à présent pas eu une influence

¹² L'indice des prix de la CNUCED concerne le cuivre, l'aluminium, le minerai de fer, le nickel, le plomb, le zinc, l'étain, la roche phosphatée, le minerai de manganèse et le minerai de tungstène. L'or ne figure pas dans cet indice.

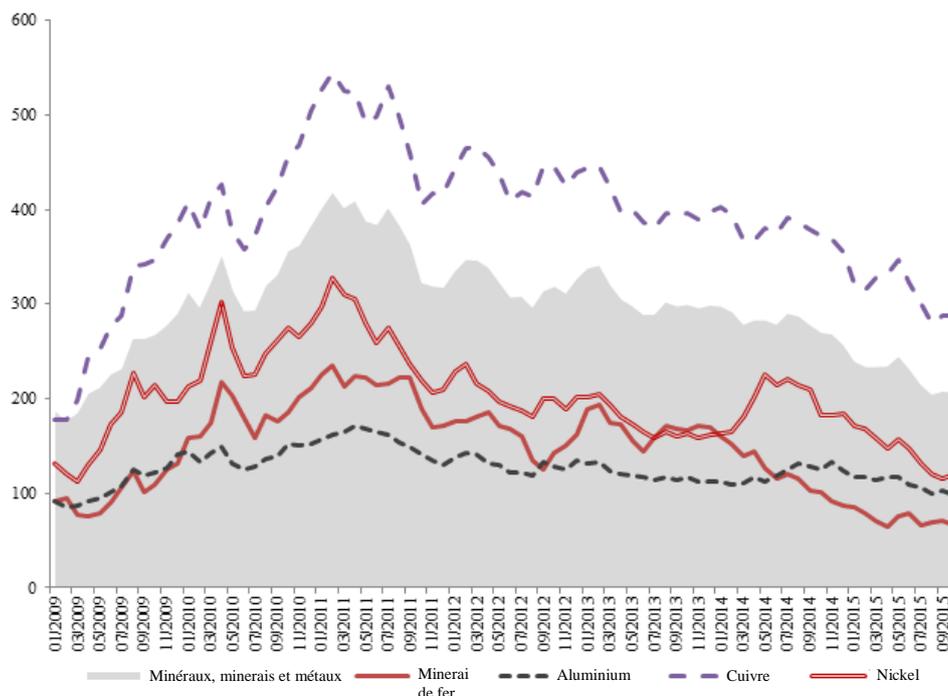
¹³ Par exemple, les importations chinoises de marchandises ont baissé de 2,2 % au deuxième trimestre de 2015 (en glissement annuel), en partie en raison du moindre volume des importations de métaux, notamment de fer et d'acier (-10 %) et de cuivre (-6 %). Voir https://www.wto.org/french/news_f/pres15_f/pr752_f.htm, consulté le 18 janvier 2016.

aussi favorable que prévu sur les prix des métaux, notamment le zinc et l'aluminium, compte tenu de l'abondance de l'offre et du ralentissement de la croissance du pays par rapport aux années précédentes.

Figure 3

Indices des prix de certains minéraux, minerais et métaux, janvier 2009-octobre 2015

(2000 = 100)



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après des données UNCTADStat.

20. Sur certains marchés, le prix du minerai de fer, utilisé dans l'élaboration de l'acier, ne cesse de baisser depuis son pic en 2011. En octobre 2015, son prix au port chinois de Tianjin était en moyenne de 53 dollars la tonne, soit moins du tiers de son prix record de 187 dollars, en février 2011. Les bas prix du minerai de fer sont la conséquence d'un excédent mondial, alimenté par les activités extractives à bas coût de grandes entreprises du secteur comme BHP Billiton, Rio Tinto et Vale SA. Ils ont coïncidé avec une période de faible croissance de la production d'acier au niveau mondial, en particulier, en Chine, qui a pesé sur la demande mondiale de minerai de fer.

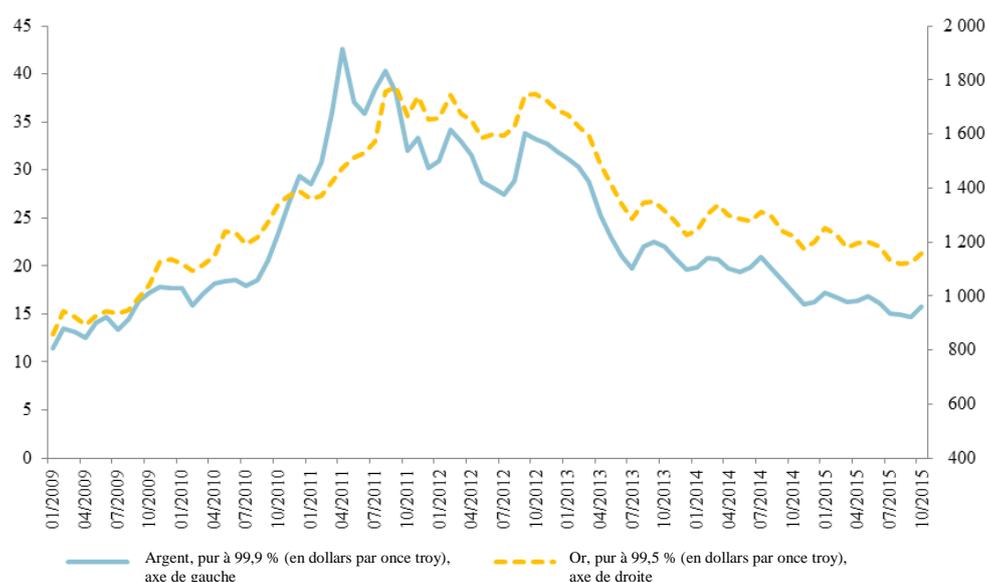
21. Sur les marchés du cuivre, les résultats ont été comparables à ceux observés sur les marchés mondiaux des minéraux, des minerais et des métaux. Après un pic à 9 867 dollars la tonne en février 2011, le cours du cuivre à la Bourse des métaux de Londres (BML) n'a cessé d'être orienté à la baisse, avec des variations à court terme. Par exemple, le prix de la tonne de cuivre est passé de 5 701 dollars à 6 296 dollars entre février et mai 2015. Il est ensuite tombé à une moyenne de 5 224 dollars en octobre, en raison d'une offre abondante, de stocks élevés et d'un ralentissement de la demande mondiale, notamment dans les secteurs chinois de la construction et de l'infrastructure. En outre, la demande de cuivre a pâti du recours à des substituts, comme l'aluminium, relativement meilleur marché (à 1 524 dollars la tonne en moyenne, en octobre 2015, contre 2 662 dollars en avril 2011).

22. Dans le cas du nickel, utilisé dans la production d'acier inoxydable, les prix ont été plus bas en 2015 qu'au premier semestre de 2014, les acheteurs ayant constitué des stocks

avant janvier 2014 et l'entrée en vigueur en Indonésie de son interdiction à l'exportation¹⁴. De plus, la Chine, acteur influent du marché, a été en mesure de remplacer une partie de ses importations indonésiennes par des importations philippines, ce qui a réduit les tensions sur les prix. En octobre 2015, le cours du nickel à la BML était en moyenne de 10 341 dollars la tonne. En 2016, le prix du nickel dépendra très probablement des fondamentaux du marché, notamment de la capacité des pays exportateurs, comme les Philippines, d'approvisionner les marchés internationaux. Les coupes claires pratiquées par les entreprises minières dans leurs dépenses, les prix actuels étant inférieurs à leur seuil de rentabilité, pourraient bien orienter les prix à la hausse.

Figure 4

Prix nominaux de l'or et de l'argent en dollars par once troy, janvier 2009-octobre 2015



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après des données UNCTADStat.

23. Les prix des métaux précieux ont également baissé – certes avec des variations à court terme – et sont maintenant bien inférieurs à leurs niveaux de 2011 et de 2012 (fig. 4). Les prix de l'argent ne sont généralement plus aussi élevés qu'entre décembre 2010 et mars 2013, lorsqu'ils dépassaient 27 dollars l'once troy. En octobre 2015, le prix de l'argent était en moyenne de 16 dollars l'once troy. À la même période, le prix de l'or était en moyenne de 1 159 dollars l'once troy, alors qu'il était supérieur à 1 500 dollars entre mai 2011 et mars 2013. Cette baisse continue des prix de l'argent et de l'or s'explique notamment par le ralentissement de la demande mondiale, le renforcement du dollar américain et le relèvement attendu des taux d'intérêt aux États-Unis¹⁵ avec l'amélioration de la situation macroéconomique du pays. Dans le cas de l'or, les importantes sorties de fonds indiciaires cotés ont contribué à accentuer la tendance des prix à la baisse. Ces sorties

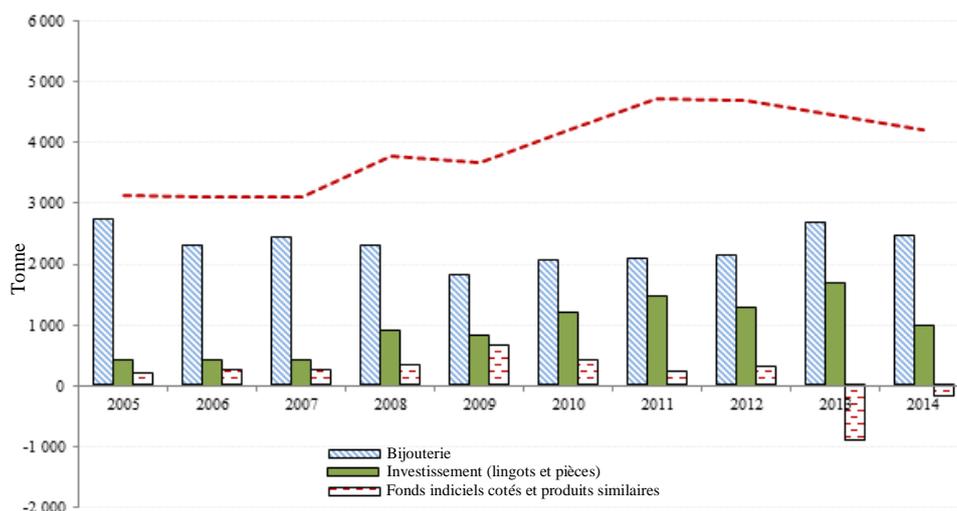
¹⁴ Depuis janvier 2014, l'Indonésie, le plus grand pays producteur de nickel au monde, a interdit l'exportation de minerais de nickel non transformés, principalement dans le but d'encourager les activités de transformation à l'intérieur du pays. Juste après son entrée en vigueur, cette mesure a fait naître des craintes quant à la capacité de l'offre. En conséquence, entre janvier et juillet 2014, le cours du nickel à la BML a augmenté de 35 %, passant de 14 076 dollars à 19 047 dollars la tonne.

¹⁵ La Banque fédérale de réserve des États-Unis a relevé son taux directeur en décembre 2015.

ont été estimées à 916,3 tonnes en 2013 et à 184,2 tonnes en 2014 (fig. 5). Dans le cas de l'argent, le recul de la demande dans le secteur électronique, en raison de la miniaturisation constante des appareils mobiles, est pour beaucoup dans la baisse des prix en 2015¹⁶. Les prix de métaux précieux tels que l'or et l'argent devraient rester sensibles aux fondamentaux du marché, aux investissements financiers, à la politique monétaire des États-Unis et aux tensions géopolitiques.

Figure 5

Demande mondiale d'or et certaines de ses composantes, 2005-2014



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après des données figurant dans Conseil mondial de l'or, 2015, Gold Demand Trends, deuxième trimestre de 2015.

3. Énergie

24. Pendant la plus grande partie de l'année 2015, les prix de l'énergie sont globalement restés orientés à la baisse, malgré quelques remontées entre janvier et mai, surtout dues à une envolée des prix du pétrole par rapport à leur niveau au second semestre de 2014 (fig. 6). Par exemple, alors qu'il culminait à 131 points en juin 2014, l'indice des prix de l'énergie de la Banque mondiale a diminué de moitié (à 63 points) en janvier 2015¹⁷, principalement en raison de la surabondance de l'offre liée au boom de la production de pétrole de schiste aux États-Unis. Par la suite, les producteurs ont été forcés de repenser leurs stratégies d'investissement, beaucoup d'entre eux annulant, reportant ou réduisant leurs nouveaux investissements. Cette situation, conjuguée aux tensions géopolitiques au Moyen-Orient et aux signes de reprise économique aux États-Unis, ont suscité des inquiétudes concernant l'offre énergétique mondiale, en particulier, l'offre de pétrole brut. D'où une hausse des prix au premier semestre de 2015. L'indice des prix de l'énergie est passé de près de 25 % en janvier à 78 points en mai. Cependant, les effets de ces facteurs sur les prix ont été de courte durée; dès le mois de mai, un renversement de tendance s'est opéré. En octobre 2015, l'indice avait chuté à 60 points environ. Cette évolution s'expliquait principalement par le maintien d'une offre abondante par les grands pays producteurs de pétrole (Arabie saoudite et Fédération de Russie, par exemple) qui, même à

¹⁶ Voir : <http://www.silverinstitute.org/site/2015/11/17/thomson-reuters-releases-interim-silver-market-review>, consulté le 11 février 2016.

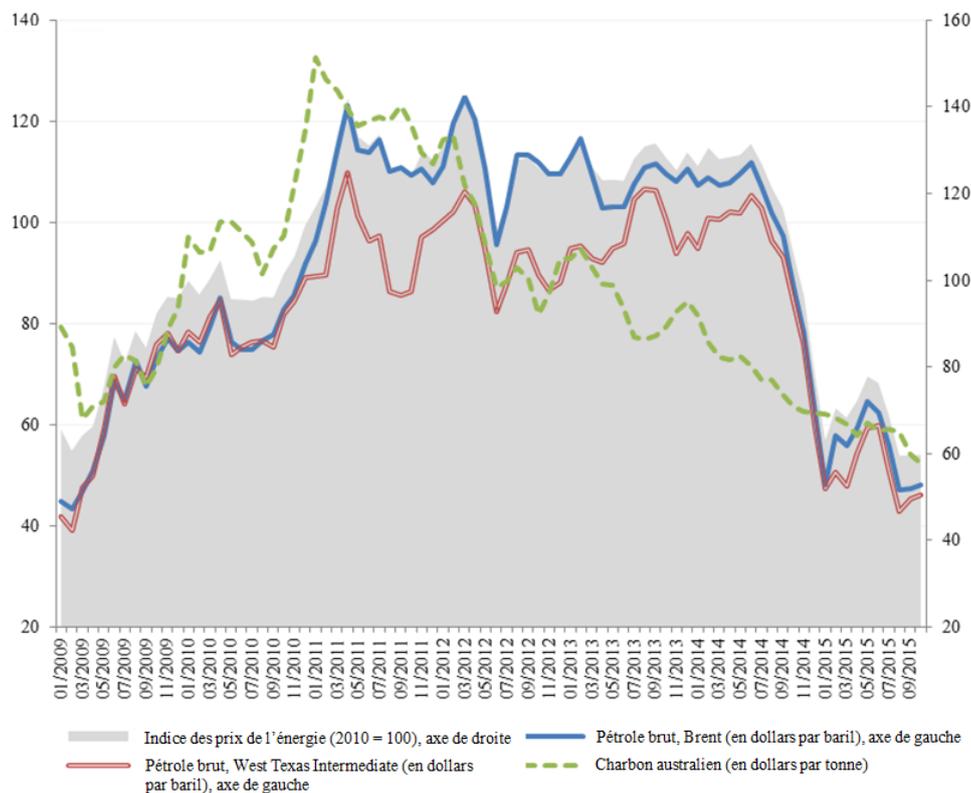
¹⁷ Banque mondiale, 2015, Commodity markets, disponible à l'adresse : <http://www.worldbank.org/en/research/commodity-markets>, consulté le 22 janvier 2016.

des prix plus bas, cherchaient à conserver leurs parts de marché; les prévisions d'un ralentissement de la demande mondiale; et l'anticipation de la hausse des exportations pétrolières iraniennes en 2016, à une période indéterminée¹⁸.

Figure 6

Indice des prix de l'énergie et prix nominaux du pétrole brut (Brent et West Texas Intermediate) et du charbon (Australie), janvier 2009-octobre 2015

(2010 = 100)



Source : Base de données de la Banque mondiale.

4. Pétrole brut

25. La chute des prix du pétrole brut, observée depuis le milieu de l'année 2014 jusqu'au début de l'année 2015, s'est poursuivie. Entre juin 2014 et janvier 2015, le prix du baril de Brent est passé de 112 dollars à 48 dollars, et celui du baril de West Texas Intermediate, de 105 dollars à 47 dollars. Ces baisses étaient surtout dues à un excédent d'offre, qui résultait des grandes quantités produites par les pays membres et non membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et de la forte hausse de la production de pétrole de schiste, notamment aux États-Unis, alors que la croissance de la demande faiblissait. Il est en outre probable que l'accumulation par les spéculateurs financiers d'un nombre record de positions courtes a accentué la tendance à la baisse et

¹⁸ Dans le numéro d'octobre 2015 de l'Oil Market Report, l'Agence internationale de l'énergie a estimé que la production de pétrole brut de la République islamique d'Iran serait de 3,6 millions de barils par jour en 2016, contre 2,9 millions en 2015. Voir <https://www.iea.org/oilmarketreport/reports/2015/1015/>, consulté le 1^{er} février 2016.

l'instabilité des prix du pétrole¹⁹. Cette tendance s'est ensuite inversée de février jusqu'au milieu de l'année. Le prix du baril de Brent était en moyenne de 65 dollars en mai 2015, et celui du baril de West Texas Intermediate, de 60 dollars environ, en juin 2015. Cette hausse des prix était liée à de nombreux facteurs : un hiver 2014/2015 extrêmement froid dans l'hémisphère Nord, des problèmes du côté de l'offre²⁰, des signes de reprise économique aux États-Unis et des tensions géopolitiques persistantes au Moyen-Orient. En outre, la Chine ayant poursuivi la constitution de réserves stratégiques, sa demande est restée vigoureuse en 2015²¹. Cependant, au milieu de l'année, l'abondance de l'offre et les niveaux élevés des stocks, dans un contexte de faible croissance de la demande, ont délogé les prix des sommets atteints. En octobre 2015, le baril ne coûtait plus en moyenne que 48 dollars dans le cas du Brent, et 46 dollars dans le cas du West Texas Intermediate.

26. L'abondance de l'offre pétrolière est assurée par les grandes quantités produites par les pays membres et non membres de l'OPEP²², même à bas prix, ces pays cherchant avant tout à conserver leurs parts de marché. Pendant les trois premiers trimestres de 2015, l'offre pétrolière mondiale a été estimée à quelque 96 millions de barils par jour, dont près de 40 % étaient produits par les pays de l'OPEP et 14,5 % par les pays de l'ex-Union soviétique. À la même période, la demande de pétrole brut avoisinait 94 millions de barils par jour. La demande des pays non membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) représentait 51 % de la demande globale et reposait elle-même pour près de 25 % sur la demande chinoise²³.

27. Les prix du pétrole devraient rester sensibles à l'évolution du marché. Au moment de la rédaction du présent document, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) prévoyait un ralentissement de la demande mondiale en 2016, à 1,2 million de barils par jour, contre 1,8 million en 2015. Selon ses prévisions, du côté de l'offre, 2015 serait la deuxième année consécutive de baisse des investissements dans les capacités de production pétrolière et 2016 apporterait une confirmation de cette tendance. Dans ce contexte, les pays producteurs de pétrole aux coûts plus élevés, comme le Brésil, le Canada et la Fédération de Russie, pourraient être évincés du marché. La baisse de la production pétrolière mondiale qui en découlerait serait probablement compensée par une augmentation de l'offre dans certains pays de l'OPEP, dont l'Iraq et la République islamique d'Iran²⁴. À court et à moyen terme, les prix du pétrole ne devraient connaître aucune hausse notable si la situation du marché reste la même – c'est-à-dire si l'excédent d'offre est alimenté par la stratégie de part de marché des grands pays producteurs et s'accompagne d'une faible croissance de la demande. Par exemple, dans son *World Energy Outlook 2015*, l'AIE prévoit que les prix du pétrole se maintiendront approximativement entre 50 dollars et 60 dollars le baril jusqu'en 2020.

¹⁹ Voir <http://www.reuters.com/article/us-hedgefunds-oil-kemp-idUSKBN0TX24120151215>, consulté le 11 février 2016.

²⁰ Les producteurs aux coûts élevés ont été évincés des marchés, d'autres ont annulé, reporté ou réduit leurs investissements dans de nouveaux projets, en raison de la baisse des prix qui s'est poursuivie tout au long du second semestre de 2014. Depuis 2014, le recul ininterrompu des prix du pétrole a retardé l'exécution de projets en Angola, au Canada, au Kazakhstan, au Mozambique, au Nigéria et dans le golfe du Mexique. Les montants investis, évalués à 400 milliards de dollars, représentent environ 27 milliards de barils de pétrole par jour (*Financial Times*, 2016, Delayed oil projects total nears \$400bn, 14 janvier).

²¹ Natixis, 2015, Commodities Report : Global Oil Market Update, n° 8, 27 novembre.

²² L'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et l'Iraq font partie des pays membres de l'OPEP; le Canada, les États-Unis et la Fédération de Russie figurent parmi les pays non membres.

²³ AIE, 2015, Oil Market Report, octobre.

²⁴ AIE, 2015, *World Energy Outlook 2015*, Paris.

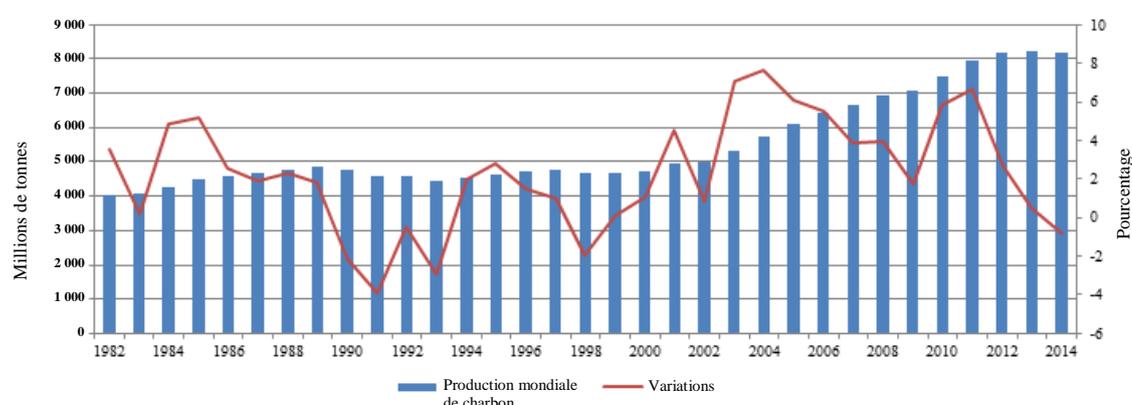
5. Charbon

28. Après le pétrole, le charbon est la deuxième plus grande source d'énergie primaire (environ 30 % de la production mondiale). Il sert surtout à la production d'électricité (plus de 40 % de la production mondiale). Le charbon est abondant, bon marché et facilement négociable, mais il est riche en carbone et, par conséquent, a des effets négatifs sur le climat. Après avoir atteint des sommets en 2011, son prix a chuté. Par exemple, le charbon thermique australien, qui sert de référence sur le marché asiatique, s'échangeait à près de 52 dollars la tonne en octobre 2015, soit moins de la moitié de son prix record (132 dollars par tonne) en janvier 2011. Les prix actuellement bas et les préoccupations environnementales ont incité les pays producteurs à réduire leur production. En 2014, pour la première fois depuis 1999, la production mondiale de charbon a diminué par rapport à l'année précédente (2013) (fig. 7).

Figure 7

Niveaux de la production mondiale de charbon et variations annuelles, 1982-2014

(En pourcentage)



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après les données figurant dans *BP Statistical Review of World Energy 2015*.

29. Ces prochaines années, les ambitions mondiales visant à instaurer un processus de croissance économique moins polluant, conformément à l'Accord de Paris (2015), ainsi que les engagements pris par les pays industrialisés d'éliminer progressivement leurs émissions de carbone d'ici à la fin du siècle, maintiendront à la baisse la demande et la production de charbon. Pour la plupart des pays en développement, pour lesquels le charbon est l'une des sources d'énergie les plus abordables, la situation est néanmoins incertaine. Ces pays auront beaucoup de difficultés à réduire leur utilisation et leur demande de charbon s'ils ne bénéficient pas de mesures compensatoires suffisantes telles que des subventions et des cadres réglementaires appropriés.

6. Gaz naturel

30. Les prix du gaz naturel varient considérablement entre les différentes régions du monde, comme il ressort de la figure 8²⁵. Aux États-Unis, le prix au comptant du gaz naturel au terminal Henry Hub est resté inférieur à 3 dollars par million d'unités thermiques

²⁵ Aux États-Unis, les prix sont déterminés par les fondamentaux du marché. En Asie, ils dépendent des contrats d'achat de gaz, mais tiennent compte des prix du pétrole. En Europe, le système de fixation des prix, qui était encore récemment comparable au système asiatique, a été remplacé par un système fondé sur l'offre et la demande (TD/B/C.I/MEM.2/22).

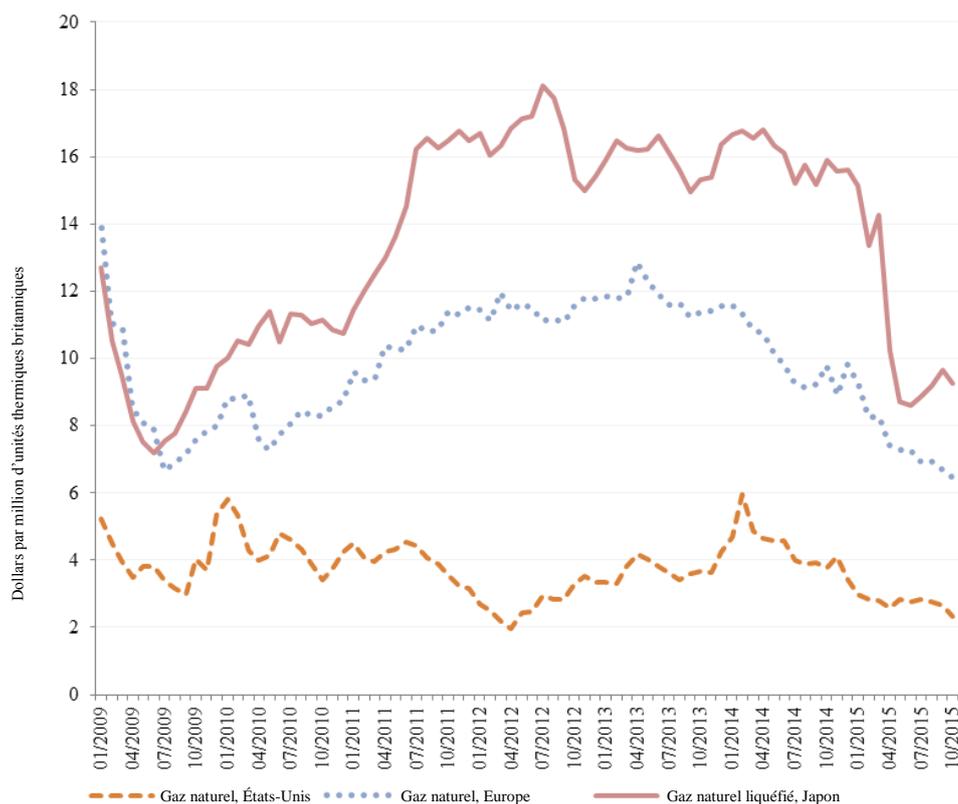
britanniques (mBtu) de janvier à octobre 2015. C'est beaucoup moins que le prix record de 6 dollars environ par mBtu, enregistré en février 2014. Une demande faible, les bas prix du pétrole et les niveaux élevés des stocks sont à l'origine de cette situation. Par exemple, la production de gaz naturel aux États-Unis a atteint un volume record de 3 929 milliards de mètres cubes à la fin d'octobre 2015, soit plus que la moyenne quinquennale (2010-2014) de 3 782 milliards de mètres cubes²⁶.

31. Le prix du gaz naturel sur le marché au comptant du National Balancing Point (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), à partir duquel sont fixés les prix au Royaume-Uni et en Europe continentale, a également baissé. En octobre 2015, il était de 6,43 dollars par mBtu, contre près de 10 dollars à la fin de 2014. Une tendance analogue à la baisse, peut-être plus marquée, a aussi été observée pour les prix du gaz naturel liquéfié japonais, qui sont liés à des contrats indexés sur le pétrole. Ces prix sont passés de 15 dollars par mBtu en janvier 2015 à 9 dollars en octobre 2015. Les prix du gaz naturel devraient plus probablement rester orientés à la baisse, car les niveaux élevés des stocks mondiaux coïncident avec une offre abondante et une faible croissance de la demande, ainsi que des prix peu élevés des sources d'énergie concurrentes.

Figure 8

Prix nominaux du gaz naturel provenant des États-Unis et de l'Europe, et du gaz naturel liquéfié provenant du Japon

(En dollars par million d'unités thermiques britanniques)



Source : Banque mondiale, Commodity markets, disponible à l'adresse : <http://www.worldbank.org/en/research/commodity-markets>, consulté le 15 décembre 2015.

²⁶ United States Energy Information Agency, 2015, Natural gas weekly update, 12 novembre, disponible à l'adresse : http://www.eia.gov/naturalgas/weekly/archive/2015/11_12/index.cfm, consulté le 22 janvier 2016.

7. Énergies renouvelables

32. L'évolution des marchés des énergies renouvelables est notamment dictée par des objectifs de sécurité, de lutte contre la pollution locale et mondiale, et de décarbonation. Elle est aussi influencée par l'évolution des marchés des combustibles fossiles, pour des raisons de compétitivité. Par exemple, le pétrole et les biocombustibles peuvent être des sources d'énergie concurrentes dans les secteurs des transports et du chauffage. D'où la forte compétitivité de sources d'énergie renouvelables telles que les biocombustibles, lorsque les prix des combustibles fossiles sont élevés et instables. Or, le contexte actuel de baisse des prix remet en cause cette compétitivité. Cependant, les thématiques actuelles, dont les préoccupations environnementales, la sécurité énergétique et les efforts déployés pour rendre les énergies renouvelables plus compétitives sur le plan des coûts devraient aider celles-ci à se développer. Le rôle des systèmes énergétiques durables s'étant retrouvé au centre des discussions sur le développement durable, comme il ressort du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Accord de Paris récemment adoptés, il est actuellement débattu aux niveaux national, régional et international des moyens de promouvoir les énergies renouvelables.

33. En 2014, la progression de la consommation est restée forte, ce qui a contribué à une croissance vigoureuse des sources d'énergie renouvelables. Celles-ci ont représenté près de la moitié des nouvelles capacités mondiales de production d'électricité en 2014 et elles sont aujourd'hui la deuxième plus grande source d'électricité après le charbon²⁷. Cette dynamique devrait se maintenir et les sources d'énergie renouvelables, représenter la plus grande partie des créations nettes de capacités de production électrique d'ici à 2020²⁸. Cet essor des énergies renouvelables peut s'expliquer en partie par leur expansion dans les pays émergents et les pays en développement, du fait de plusieurs facteurs. En Chine, par exemple, leur production et leur consommation sont portées par les besoins énergétiques du pays et par son objectif de parvenir à un modèle économique moins polluant. En Inde, le développement des énergies renouvelables, notamment des énergies solaire et éolienne, a été motivé par une demande énergétique tirée par des prévisions de forte croissance économique. Au Brésil, il a été un moyen de remédier à la vulnérabilité du pays face aux phénomènes météorologiques défavorables (sécheresses, par exemple), dont le secteur hydroélectrique a souvent eu à pâtir. Dans d'autres pays, comme l'Afrique du Sud, l'Éthiopie et le Maroc, il a répondu à la nécessité de devenir moins tributaire de marchés pétroliers instables.

34. Le développement des sources d'énergie renouvelables a aussi été facilité par leur plus grande compétitivité sur le plan des coûts – y compris pour la production d'électricité, grâce au progrès technologique – et par des mesures de soutien de grande envergure, qui ont attiré les investissements dans ce secteur et ont ensuite permis de réaliser des économies d'échelle. La baisse des coûts de production des énergies renouvelables transparait dans le coût actualisé de l'électricité²⁹ d'origine photovoltaïque, qui a été réduit de moitié entre 2010 et 2014, selon un rapport de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables³⁰. Ce rapport indiquait que l'énergie de la biomasse, l'énergie hydraulique, l'énergie

²⁷ AIE, 2015, *Renewable Energy Medium-Term Market Report 2015*, Paris, disponible à l'adresse : <https://www.iea.org/Textbase/npsum/MTrenew2015sum.pdf>, consulté le 18 janvier 2016.

²⁸ Ibid.

²⁹ Le coût actualisé de l'électricité est une mesure synthétique de la compétitivité globale de différentes technologies de production. Il correspond au coût par kilowattheure de la construction et de l'exploitation d'une centrale électrique pendant sa durée de vie supposée. Voir https://www.eia.gov/forecasts/aeo/electricity_generation.cfm, consulté le 21 janvier 2016.

³⁰ Agence internationale pour les énergies renouvelables, 2015, *Renewable Power Generation Costs in 2014*, disponible à l'adresse : <http://www.irena.org/menu/index.aspx?mnu=Subcat&PriMenuID=36&CatID=141&SubcatID=494>, consulté le 21 janvier 2016.

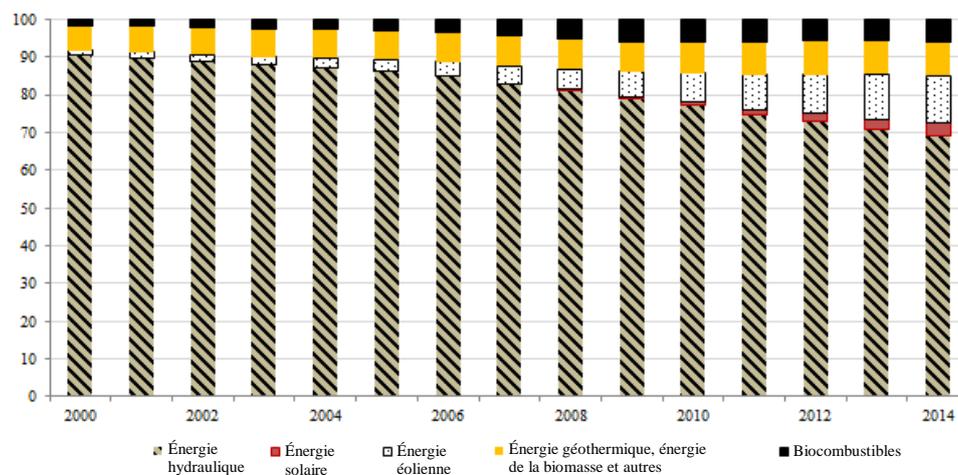
géothermique et l'énergie éolienne terrestre pouvaient être plus compétitives que les énergies fossiles en matière de production d'électricité.

35. Proportionnellement, l'énergie hydraulique a été la principale source d'énergie renouvelable. Sa part de marché a toutefois diminué ces dernières années, passant de 91 % en 2000 à 69 % environ en 2014. Dans le même temps, les parts de marché de l'énergie éolienne et des biocombustibles ont beaucoup augmenté, tandis que celles de l'énergie géothermique, de l'énergie de la biomasse et d'autres sources d'énergie renouvelables sont restées stables. L'énergie solaire a aussi pris de l'importance, mais sa part de marché est encore relativement faible par rapport à d'autres sources d'énergie renouvelables (fig. 9).

Figure 9

Consommation mondiale d'énergies renouvelables par type, 2000-2014

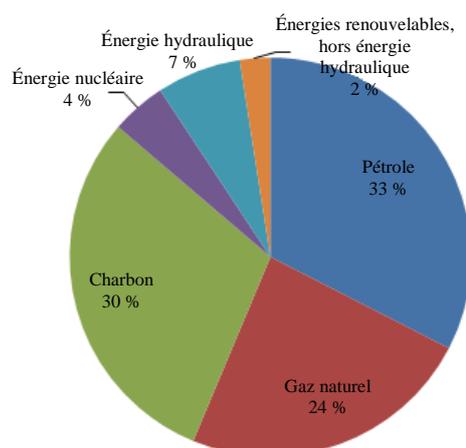
(En pourcentage)



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après des données figurant dans *BP Statistical Review of World Energy 2015*.

36. Malgré les progrès accomplis dans la promotion des sources d'énergie renouvelables, celles-ci sont encore sous-représentées dans le bouquet énergétique mondial. Par exemple, la part des énergies renouvelables, y compris l'énergie hydraulique, dans le bouquet énergétique mondial était de 9 % environ en 2014 (fig. 10). Autrement dit, l'avenir des énergies renouvelables continuera de dépendre de mesures sectorielles incitatives, sous la forme de subventions, et de la rigueur du cadre juridique, compte tenu du contexte actuellement peu favorable, caractérisé par des combustibles fossiles aux prix peu élevés. Ces paramètres sont essentiels, non seulement pour remédier aux problèmes posés par les changements climatiques, mais aussi pour exploiter le potentiel économique des énergies renouvelables en matière d'investissements et de création d'emplois. De plus, contrairement aux énergies fossiles, les énergies renouvelables peuvent facilement contribuer à l'accès à l'énergie des communautés les plus pauvres, en particulier, dans les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire. La promotion des énergies renouvelables devrait en outre être considérée comme un moyen pour les pays importateurs nets de pétrole ou exposés à l'insécurité énergétique de devenir moins tributaires des marchés très pollués des combustibles fossiles, conformément à l'Accord de Paris.

Figure 10
Bouquet énergétique mondial, 2014



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après des données figurant dans *BP Statistical Review of World Energy 2015*.

II. Questions de politique générale liées à l'évolution récente des marchés

37. Quelques grands enjeux de politique générale liés à l'évolution récente des marchés de produits de base sont analysés ici; un certain nombre de propositions sont ensuite énoncées sur la voie à suivre. Ce débat intéresse tout particulièrement les pays en développement tributaires de ces marchés dans la mesure où la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 a des incidences sur le secteur des produits de base (encadré).

Objectifs de développement durable : Conséquences pour les pays en développement tributaires des produits de base

Le 25 septembre 2015, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté le Programme de développement durable à l'horizon 2030³¹. Il faudrait mettre en place des stratégies adaptées pour en réaliser les 17 objectifs et les 169 cibles, directement, en développant le secteur des produits de base ou, indirectement, en établissant des liens intersectoriels. On examinera ici quelques-unes des stratégies qui peuvent aider les pays en développement tributaires de ces produits à exploiter pleinement le potentiel du secteur pour contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable, à un moment où la faiblesse des prix nuit à leurs résultats économiques.

L'objectif 1 (éliminer la pauvreté) et ses cibles ne font pas explicitement référence aux produits de base, mais ils sont liés à l'évolution du secteur dans les pays qui en sont tributaires. En effet, ces pays dépendent fortement des produits de base, par exemple, pour ce qui est des dépenses publiques, de l'emploi et du revenu des ménages. La création d'emplois et l'augmentation des revenus des ménages sont des moyens efficaces d'éliminer la pauvreté. En outre, le fait de favoriser le développement de l'agriculture à travers des mesures d'appui en faveur des petits agriculteurs, qui produisent la majeure partie des denrées alimentaires et des produits agricoles d'exportation de ces pays, contribuera à la réalisation non seulement de l'objectif 1 mais aussi de l'objectif 2 (sécurité alimentaire).

³¹ Voir A/RES/70/1.

L'objectif 5.a requiert des réformes qui garantissent l'égalité des droits entre hommes et femmes, notamment en matière d'accès aux ressources naturelles. Dans les pays en développement tributaires des produits de base, pour mettre fin aux disparités de genre, les pouvoirs publics pourraient, par exemple, allouer les ressources en donnant la priorité aux femmes ou, au moins, leur garantir l'égalité d'accès aux ressources telles que la terre, le crédit et les technologies. Le Rwanda, par exemple, a avancé dans ce sens grâce au programme d'enregistrement des terres, qui octroie des titres fonciers à des femmes jusqu'alors dépourvues du moindre droit de propriété sur les terres qu'elles travaillaient.

Pour atteindre l'objectif 7 (services énergétiques durables à un coût abordable), il est nécessaire d'encourager le développement de sources d'énergie renouvelables accessibles, qui contribueront aussi à la lutte contre les changements climatiques (objectif 13). Comme on l'a vu plus haut, le marasme qui règne sur le marché des combustibles fossiles risque de freiner les efforts en faveur de la transition énergétique, surtout dans les pays en développement. Ces pays pourraient contribuer à l'avancement de l'objectif 7 en prenant des mesures de soutien en faveur du secteur des énergies renouvelables, notamment en améliorant son accès au financement et aux technologies et en lui accordant des subventions, et en créant un cadre juridique qui lui soit propice. Les investissements et les créations d'emplois qui en résulteraient auraient des effets bénéfiques sur d'autres objectifs de développement durable, en particulier les objectifs 1 (élimination de la pauvreté), 3 (bien-être) et 8 (travail décent pour tous).

On ne saurait trop insister sur l'importance de l'objectif 9.b, qui insiste sur la nécessité d'encourager la diversification industrielle et de créer de la valeur ajoutée, y compris dans le secteur des produits de base. La réalisation de cet objectif passera par une transformation structurelle des pays riches en ressources naturelles, qui devront passer de la dépendance à l'égard des exportations de produits de base primaires à la production d'articles manufacturés et de services à plus forte valeur.

Les pays en développement fortement tributaires des produits de base pourraient s'inspirer de l'expérience des pays en développement qui ont su se diversifier. L'Afrique du Sud, le Brésil, le Chili, la Chine, l'Indonésie, la Malaisie et la Thaïlande, par exemple, ont réussi à appliquer des stratégies de diversification et d'industrialisation adaptées à leur situation et à la conjoncture économique mondiale. Grâce à ces stratégies, les articles manufacturés pèsent de plus en plus lourd dans leurs exportations, et/ou ils ont élargi la gamme de leurs produits de base.

Il serait possible d'atteindre l'objectif 10.1, qui vise l'augmentation des revenus des 40 % les plus pauvres de la population, en procédant à des investissements équitables et efficaces pour la création d'emplois dans les pays en développement tributaires des produits de base.

L'objectif 12.2 vise une gestion durable et une utilisation rationnelle des ressources naturelles d'ici à 2030. Dans ce domaine, le Botswana et le Chili sont un modèle de bonnes pratiques pour les pays en développement et les pays en transition.

Tous ces efforts, qui tendent à instaurer un développement durable à long terme, en particulier dans les pays en développement tributaires des produits de base, exigeront une collaboration étroite aux niveaux national, régional et mondial et rendront cruciale la coordination internationale des actions menées.

A. Soutenir les producteurs vulnérables face à la baisse des marchés de produits de base agricoles

38. Comme on vient de le voir, les prix des produits alimentaires et des produits de base agricoles reculent depuis plusieurs années. Cette évolution est préjudiciable aux producteurs, notamment aux petits exploitants, qui sont l'épine dorsale de la production alimentaire agricole dans les pays en développement³². En raison de l'échelle réduite de leur activité, ils sont vulnérables aux baisses de prix qui minent leur viabilité économique.

39. Pour atténuer les effets négatifs du bas niveau des prix sur les petits agriculteurs, les pays en développement tributaires des produits de base devraient prendre des mesures qui permettent à cette catégorie d'exploitants de réduire leurs coûts de production afin de demeurer compétitifs sur les marchés de produits de base agricoles. En particulier, ils doivent avoir accès à des actifs productifs (terres) et à des intrants agricoles (engrais et semences) bon marché, ainsi qu'à des crédits d'un prix abordable. Il faudrait aussi les aider à acquérir les compétences et les capacités dont ils ont besoin pour tirer profit de la participation au marché et faire de leurs exploitations de petites entreprises viables. Cette aide devrait être considérée comme un moyen de remédier à des problèmes sociaux, en particulier la pauvreté et les inégalités, qui tiennent une part importante des populations à l'écart du progrès économique³³. C'est particulièrement important à l'heure où la communauté mondiale commence à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses objectifs de développement durable.

40. L'objectif 2 du Programme de développement durable à l'horizon 2030 est d'assurer la sécurité alimentaire et d'améliorer la nutrition. Il est conseillé aux pays en développement tributaires des produits de base de consacrer plus d'attention et de ressources au secteur agricole. La réalisation de cet objectif exigera des efforts particuliers cette année, compte tenu des menaces liées au phénomène El Niño. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le secteur agricole subit 25 % des dégâts dus aux catastrophes naturelles de ce type. El Niño augmentera la fréquence et l'impact des inondations, des pluies torrentielles et des sécheresses à la fin de 2015 et au début de 2016 et devrait causer à la production agricole plus de dommages qu'en 1997-1998³⁴.

B. Mettre en place un cadre de politique générale face à la faiblesse des prix des produits de base dans le secteur extractif

41. En ce qui concerne le secteur extractif, la faiblesse quasi généralisée des prix – des minerais et des métaux aux combustibles fossiles – n'a pas les mêmes conséquences sur les pays en développement tributaires des produits de base selon qu'ils sont importateurs nets ou exportateurs nets de ces produits. Ainsi, l'effondrement des cours du pétrole brut auquel on assiste depuis le deuxième semestre de 2014 a profité aux importateurs nets tels que

³² Selon les estimations de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, les petits agriculteurs produisent jusqu'à 80 % des denrées alimentaires en Asie et en Afrique subsaharienne. Voir http://www.fao.org/fileadmin/templates/nr/sustainability_pathways/docs/Factsheet_SMALLHOLDERS.pdf, consulté le 19 janvier 2016.

³³ Mesures détaillées, voir UNCTAD, 2015, *Commodities and Development Report 2015 : Smallholder Farmers and Sustainable Commodity Development*, New York et Genève.

³⁴ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 2016, 2015-2016 El Niño : Early action and response for agriculture, food security and nutrition, Working draft, 2 février, Rome.

l’Afrique du Sud, l’Éthiopie, l’Inde et le Kenya, qui ont vu baisser leur facture d’importations³⁵.

42. En revanche, les pays en développement tributaires des produits de base ont été gravement pénalisés par la forte chute des prix d’autres produits. Les effets ont été d’ordre macroéconomique – creusement des déficits budgétaires, dépréciation de la monnaie et aggravation des risques souverains³⁶. Pour les pays très endettés vis-à-vis de l’étranger, le risque de défaut – même s’il est encore relativement faible – augmentera en cas de baisse persistante des prix. L’effondrement des prix a aussi été particulièrement dommageable dans les pays dont les gouvernements ont apparemment mal anticipé le renversement de tendance après une décennie de hausse ininterrompue. Ainsi, selon les estimations du gouverneur de la Banque centrale du Ghana, la chute du cours de l’or aurait coûté plus de 2 milliards de dollars au budget de l’État ghanéen entre 2012 et 2015³⁷. En Algérie et en Arabie saoudite, le niveau élevé du prix d’équilibre budgétaire du pétrole – 129,8 dollars et 111,3 dollars le baril, respectivement, en 2014³⁸ – a contraint ces pays à réduire leurs dépenses ou à puiser dans leurs réserves pour compenser le déficit de recettes publiques.

43. La pression exercée par le déclin des marchés de produits de base sur les pays en développement tributaires de ces marchés réclame des mesures énergiques et efficaces. Il faudrait donc mettre la situation actuelle à profit pour engager une réflexion plus approfondie sur les orientations politiques qui permettraient à ces pays de réduire leur dépendance à l’égard d’un petit nombre de produits de base. Des enseignements pourraient être tirés de l’expérience faite par les pays qui sont parvenus à se diversifier. Ainsi, la Malaisie a su mener une diversification économique à la fois verticale et dans des secteurs sans rapport avec les produits de base. Elle s’est libérée de sa dépendance vis-à-vis des produits de base agricoles et miniers pour se tourner vers la transformation de produits tels que l’huile de palme et le caoutchouc et vers la fabrication de matériel électrique et électronique³⁹. Pour augmenter la valeur ajoutée des produits issus de l’huile de palme, elle a investi dans la recherche technologique pour développer les activités d’aval, notamment par l’intermédiaire du Conseil malaisien de l’huile de palme et des universités. Elle a aussi donné la priorité à sa politique industrielle, qui avait pour objectif la création d’un secteur manufacturier axé sur les marchés d’exportation. En conséquence, depuis le début des années 2000, les articles manufacturés représentent environ 80 % de ses exportations⁴⁰. La question est donc d’autant plus cruciale que la communauté internationale étudie les moyens d’atteindre les objectifs de développement durable qui reposent sur l’impératif d’une croissance et d’un développement économiques équitables et durables.

44. À court et à moyen terme, il pourrait être judicieux de répondre à la baisse des recettes en améliorant l’allocation des ressources de manière à privilégier l’investissement dans les secteurs productifs plutôt que la consommation. Il serait en outre bon de baser les budgets sur des prévisions de prix des produits de base plus prudentes ou moins optimistes,

³⁵ H. Zhenbo *et al.*, 2015, The oil price shock of 2014, Working Paper, Overseas Development Institute, Londres; Natixis Oil Review 2015.

³⁶ En 2015, les monnaies de nombreux pays riches en ressources naturelles, dont le réal brésilien, le peso colombien, le kwacha zambien, le kwanza angolais et le naira nigérian, ont subi par rapport au dollar des États-Unis des dépréciations parmi les plus fortes enregistrées depuis plusieurs années.

³⁷ International Monetary Fund (IMF) Survey Magazine, disponible à l’adresse : <http://www.imf.org/external/pubs/ft/survey/so/2015/POL102015A.htm>, consulté le 19 janvier 2016.

³⁸ IMF, 2015, Regional Economic Outlook Update : Middle East and Central Asia Department, Statistical Appendix, mai, disponible à l’adresse : <http://www.imf.org/external/pubs/ft/reo/2015/mcd/eng/mreo0515.htm>, consulté le 22 janvier 2016.

³⁹ A. Noh, 2014, Historical institutionalism and economic diversification : The case of Malaysia, *Asian Social Science*, 10(9): 40.

⁴⁰ Voir : <http://www.matrade.gov.my>, consulté le 11 février 2016.

afin d'éviter les déficits vertigineux lorsque, soudainement, les prix s'effondrent. On ne saurait trop insister sur la nécessité d'adopter des stratégies à long terme pour que les pays en développement tributaires des produits de base puissent renforcer leur résilience face aux brusques variations de prix. Par exemple, il serait sage d'investir dans le renforcement des capacités productives et/ou d'épargner pendant les périodes fastes pour être en mesure de résister lorsque les prix baissent. Il peut aussi arriver que des pays vulnérables aient besoin de bénéficier des dispositifs d'aide, tels les dons et les prêts d'urgence, prévus par les programmes internationaux gérés par les institutions financières et les donateurs internationaux⁴¹.

45. La chute des prix des produits de base pèse aussi sur le secteur des entreprises, entraînant des pertes d'emploi et des baisses d'investissement. Les gouvernements des pays riches en ressources naturelles auraient donc intérêt à améliorer le climat de l'investissement afin d'attirer les investisseurs locaux et étrangers. Par exemple, en aidant les petites et moyennes entreprises à accéder au financement, ils pourraient stimuler l'investissement et l'emploi.

46. À long terme, la nécessité de prendre des mesures, notamment des mesures de diversification économique et budgétaire, pour réduire l'exposition des pays au caractère cyclique des marchés de produits de base ne saurait être surestimée. Les stratégies de diversification – verticale et axées sur une croissance indépendante des produits de base – pourraient renforcer la résilience aux chocs, en permettant aux pays en développement tributaires des produits de base de tirer des recettes de sources plus variées. Elles peuvent aussi contribuer à réduire leur exposition aux effets négatifs de la détérioration séculaire des termes de l'échange (hypothèse Prebisch-Singer)⁴².

C. Concevoir des politiques favorables à un développement respectueux de l'environnement

47. Comme on l'a vu plus haut, le contexte actuel de chute des prix des combustibles fossiles fait craindre pour la compétitivité des sources d'énergies moins polluantes, dont les énergies renouvelables, à un moment où l'importance cruciale d'instaurer une croissance économique durable et moins polluante est reconnue au niveau mondial. Si les prix de ces combustibles continuent de dégringoler ou s'ils restent longtemps faibles, le développement des énergies renouvelables pourrait être menacé, compromettant du même coup la réalisation des objectifs de développement durable. Par exemple, à la fin de 2015, l'AIE a indiqué que si les cours du brut continuaient de plafonner autour de 50 dollars le baril jusqu'à la fin de la décennie, le développement des voitures électriques et la production de biocombustibles, qui contribuent aux efforts de réduction des émissions de carbone, seraient retardés, et les travaux réalisés pour rendre moins polluants les automobiles, les poids lourds et les avions perdraient quelque 800 milliards de dollars⁴³. Ces perspectives alarmantes signifient qu'il faudrait maintenir les mesures de soutien en faveur du secteur des énergies renouvelables, notamment en ce qui concerne l'accès au financement, les technologies avancées, le renforcement de l'environnement juridique et les subventions.

⁴¹ Selon une critique maintes fois formulée, les mécanismes mis en place par ces institutions financières sont procycliques, ce qui soulève des problèmes de disponibilité et de pertinence.

⁴² Ces formes de diversification requièrent un environnement qui favorise l'investissement et le développement du capital humain. Voir, par exemple, M. R. Agosin, R. Alvarez et C. Bravo-Ortega, 2012, Determinants of export diversification around the world : 1962-2000, *The World Economy*, 35(3), 295 à 315.

⁴³ IEA, 2015, *World Energy Outlook 2015*.

48. De plus, face au déclin des marchés de l'énergie, la décision de renoncer aux combustibles fossiles très polluants tels que le charbon risque d'être difficile à prendre pour la plupart des pays en développement. Pour que ces pays opèrent la transition nécessaire vers des énergies moins polluantes, il est essentiel que des ressources, y compris financières, soient mobilisées. Or, même ainsi, tous ne seront pas en mesure d'abandonner le charbon. Ainsi, tout en encourageant l'utilisation de sources d'énergie plus propres, il est vital d'envisager aussi d'investir dans des technologies de charbon plus propres. Des technologies peu polluantes à haut rendement et le captage, l'utilisation et le stockage du carbone, par exemple, pourraient contribuer à réduire sensiblement les émissions dues à la production d'énergie à partir du charbon.

49. Pour accélérer le développement des sources d'énergie renouvelables, il est nécessaire de disposer de soutiens publics. Selon un récent rapport de l'OCDE⁴⁴, les mesures de soutien public à la consommation et à la production de combustibles fossiles tels que le charbon et le pétrole s'élèvent à 600 milliards de dollars par an, dont un tiers dans les pays en développement et les pays en transition. Par comparaison, les gouvernements ne consacrent que 112 milliards de dollars par an au soutien des énergies propres. En ce qui concerne les mesures d'incitation fiscale, l'OCDE indique qu'environ 85 % du charbon utilisé pour le chauffage et l'activité industrielle dans ses États membres et dans les pays émergents n'est pas taxé, bien qu'il soit la source d'énergie la plus polluante de toutes. Des mesures d'incitation similaires, voire plus audacieuses, doivent être prises en faveur des énergies renouvelables.

⁴⁴ OCDE, 2015, *Rapport accompagnant l'inventaire OCDE des mesures de soutien pour les combustibles fossiles*, Éditions OCDE, Paris.